

Mois de la sensibilisation au **cancer du sein**

Le **SOIR**

● Baie-des-Chaleurs

Incitatifs financiers en santé

Les dollars pleuvent pour les spécialistes

page 3

Getty Images/Stockphoto - gorodenkoff

Port-Daniel en vue, Gaspé encore en attente

page 5

Photo Jean-Philippe Thibault

Le rêve mondial de Christopher Ste-Croix

page 14

Photo courtoisie

Cafétérias : une décision mûrement réfléchi

Au CISSS de la Gaspésie, on explique que cette décision s'avère nécessaire considérant l'orientation de renforcer la saine gestion des ressources financières, humaines et matérielles.

Nelson Sergerie

Tous les tenants et aboutissants ont été pesés dans la balance avant d'en arriver à ce point. « Il y avait un très faible volume les soirs et fins de semaine à la cafétéria », résume par courriel l'organisation. Les cafétérias de la Haute-Gaspésie et de la Baie-des-Chaleurs étaient par ailleurs déjà fermées tous les soirs.

« Nous procédons donc à une réorganisation des services, en maintenant les heures prévues au cahier de poste des employés et sans toucher les services de repas offerts aux usagers hébergés ou hospitalisés, assure le CISSS. Les membres du personnel auront accès au même type de repas, en machines distributrices, au prix conventionné. Nous nous assurerons qu'il y ait une quantité suffisante de repas et breuvages disponibles pour répondre au besoin. »

La fermeture des cafétérias le soir et les fins de semaine touche tous les hôpitaux ainsi que le CHSLD de Gaspé.



Photo Jean-Philippe Thibault



La cafétéria de l'hôpital de Gaspé. Photo Nelson Sergerie

Les services des cafétérias des établissements de santé de la Gaspésie seront dorénavant fermés les soirs et les fins de semaine.

Nelson Sergerie

Le Syndicat des infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes de l'Est du Québec (SIIIEQ) déplore cette décision alors que le CISSS de la Gaspésie indique que ce service était peu utilisé à ces moments. Des machines distributrices fourniront des repas.

« On avait fait face à quelques fermetures sporadiques en nous disant qu'il manquait de personnel et par la suite, on nous a annoncé que c'est en raison du manque de personnel le soir et les fins de semaine. En creusant un peu plus, c'était pour effectuer des coupures budgétaires pour générer des économies », lance le président du SIIIEQ, Pier-Luc Bujold.

L'impact sur les travailleurs sera important, selon lui. Le syndicaliste évoque les infirmières qui seraient obligées de faire des heures supplémentaires obligatoires.

« On nous dit qu'ils vont installer des distributrices avec des repas pour les employés. De un, est-ce qu'il y en aura en quantité suffisante ? De deux,

est-ce que la machine va fonctionner ? car il arrive souvent que ces machines ont des bogues. ». Le représentant syndical évoque le fait que devant l'incertitude, les soignantes pourraient devoir apporter deux lunchs au travail.

« L'absence d'alimentation durant un quart de travail pourrait arriver. »

— Pier-Luc Bujold, président local du SIIIEQ

« Dû à la surcharge de travail, les infirmières ne peuvent pas prendre leur heure de repas. La cafétéria devenait une option pour en moins de 10 minutes aller chercher quelque chose rapidement et manger. L'absence d'alimentation durant un quart de travail pourrait arriver », note Pierre-Luc Bujold.

Selon lui, le service était utilisé par les membres, mais moins le soir. « Ce n'est pas parce qu'un service n'est pas utilisé au maximum qu'il doit être coupé », nuance-t-il. Le SIIIEQ souhaite que les employés puissent avoir accès aux repas servis aux patients.

« On serait satisfaits si les gens pouvaient avoir accès à un repas précommandé. De toute façon, la cuisine est déjà ouverte », explique le porte-parole. Cette requête est restée lettre morte jusqu'ici. Une pétition a aussi été lancée pour tenter de récupérer ce service.



Tous les hôpitaux en Gaspésie sont touchés. Photo Jean-Philippe Thibault

Des incitatifs financiers pour les travailleurs du CISSS

Hôpital Gaspé Photo Jean-Philippe Thibault

L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) et le Syndicat des infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes de l'Est du Québec (SIIIEQ) veulent inciter les travailleurs de la santé à venir ou rester au CISSS de la Gaspésie.

Nelson Sergerie

Les deux parties ont annoncé une entente en ce sens pour mettre en place des primes et des montants forfaitaires afin d'augmenter le recrutement et la rétention de main-d'œuvre dans différents titres d'emploi.

Trois projets distincts sont nés de cette nouvelle entente. Tout d'abord, un montant forfaitaire à l'installation en région, soit une prime d'installation qui compense les coûts liés au déménagement et à l'installation dans la région. Elle peut atteindre 25 000 \$. Ensuite, une prime de référencement/recrutement par les pairs de 2000 \$. Enfin, une allocation au logement aux stagiaires et une prime de rétention jusqu'à 15 000 \$ si ces derniers joignent l'organisation pendant trois ans, à raison de quatre jours de travail par semaine.

En plus de ces incitatifs, les stagiaires qui décident de rester à l'emploi du CISSS pourraient bénéficier d'une aide au logement de 250 \$ par semaine jusqu'à concurrence de 4 000 \$ pour une session.

«L'APTS se réjouit de l'implantation de mesures concrètes et de la mise en place d'incitatifs financiers pour favoriser l'attraction en région éloignée, de même que du partenariat établi avec le CISSS de la Gaspésie, lance la représentante nationale de l'APTS en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, Jenny Tardif. La Gaspésie est une région magnifique, un milieu de vie exceptionnel, mais cela ne suffit plus. Il faut en faire davantage pour attirer et retenir une main-d'œuvre professionnelle et technique sur notre territoire.»

Le syndicat représente entre autres les techniciens de laboratoire, les employés de la Santé publique, la réadaptation, la radiologie et les travailleurs de la DPJ.

Le SIIIEQ pas en reste

Le CISSS discute aussi avec le syndicat des infirmières (SIIIEQ) pour débloquer le même genre d'incitatifs. Certains sont déjà en place.

«On discute. Il y a eu des bourses pour aller étudier en soins infirmiers en inhalothérapie, des bourses pour les infirmières auxiliaires pour étudier comme infirmières. Tout récemment, on a eu des forfaitaires pour l'attraction d'inhalothérapeutes en Gaspésie», note le président du syndicat, Pier-Luc Bujold.

Le syndicat espère avoir un flot migra-

toire pour élargir les troupes dans l'objectif où le CISSS doit se libérer de la main-d'œuvre indépendante en octobre 2026.

«On a des enveloppes budgétaires serrées. On essaie d'en faire le plus possible. Ça fait partie de l'analyse le fait qu'on ne pourra plus requérir à de la main-d'œuvre indépendante. C'est le souhait de notre syndicat depuis plusieurs années», ajoute le syndicaliste.

Dans certains secteurs d'activités, la main-d'œuvre indépendante est disparue, mais c'est plus difficile dans d'autres secteurs.

«Pour y arriver, il faut mettre des mesures. Tant qu'il n'y aura pas une amélioration des conditions de travail dans le réseau, qu'il ne soit pas plus à l'écoute des gens, il y aura des défis. Il faut créer des améliorations pour que les gens s'en viennent, mais restent aussi», précise Pier-Luc Bujold.



Le CISSS discute aussi avec le syndicat des infirmières (SIIIEQ) pour débloquer le même genre d'incitatifs. Photo Jean-Philippe Thibault



Mille marcheurs pour la réconciliation

La foule de marcheurs était impressionnante alors qu'elle se dirigeait vers le Berceau du Canada. Photo Jean-Philippe Thibault

Pratiquement 1000 personnes ont déambulé dans les rues du centre-ville de Gaspé pour marquer la cinquième marche dans le cadre de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation qui se tenait un peu partout au Canada.

Nelson Sergerie

«Ça nous fait un immense plaisir de voir ça. D'année en année, on est de plus en plus de gens qui marchons pour nous rappeler ces enfants qui ne sont jamais revenus à la maison. Ils sont partis en pensionnat et ne sont jamais revenus alors que d'autres sont revenus écorchés pour la vie», affirme la cheffe de la Nation micmac de Gespeg, Céline Cassivi.

C'était une première présence pour elle depuis qu'elle a été nommée cheffe de Gespeg, il y a près d'un an.

«On sent la réconciliation; le respect. On a quelque 800 enfants ici, plus la population. Les gens sont solidaires, embarquent. Ça nous fait une joie de les recevoir. C'est très symbolique pour Gespeg», ajoute la cheffe.

Le ministre québécois des Relations avec les Premières Nations, Ian Lafrenière, était venu à Gaspé en août. Il déclarait alors qu'il était très important pour lui d'établir des bases solides dans l'esprit de la réconciliation. La cheffe Cassivi note les progrès réalisés.

«On le sent. On aimerait peut-être que ce soit plus ressenti. Je suis confiante. L'important, c'est de parler, se respecter et moi, je vois un avenir très positif pour les Premières Nations.»

De jeunes marcheurs

Cette année, les jeunes de l'école secondaire C.-E.-Pouliot ont été invités à participer à la marche. Tout comme ceux de l'école de Saint-Majorique, en plus de la présence maintenant acquise de ceux du Belle-Anse School de Percé et du Gaspe Elementary School.

Par ailleurs, une dizaine de jeunes du CPE des Butineurs du campus de Gaspé et leurs éducatrices se sont fondus dans la foule.

«C'est un petit changement. Au début, on n'en entendait pas beaucoup parler, note l'agente culturelle de la Nation micmac de Gespeg, Jessica Jean-Morin. Encore aujourd'hui, les enfants en savent plus que nous lorsque nous allions à l'école. L'école prend le temps de leur expliquer et leur dire la vérité de ce qui s'est passé. C'est beau de voir que les jeunes connaissent l'histoire.»

De plus en plus, le milieu s'implique dans le mouvement.

«Il y a de plus en plus de partenaires qui veulent participer à nos événements. On apprécie énormément le

vent de changement envers notre communauté», ajoute-t-elle.

Le maire Côté présent

Le maire de Gaspé et préfet de la MRC de La Côte-de-Gaspé estime que sa présence est importante pour souligner cette marche.

«C'est assez atroce ce qu'il y a comme histoire autour des pensionnats autochtones. On a des gens ici dont les ancêtres ont été victimes. Il faut reconnaître cette histoire souvent occultée et œuvrer en mode réconciliation avec la communauté», note Daniel Côté.

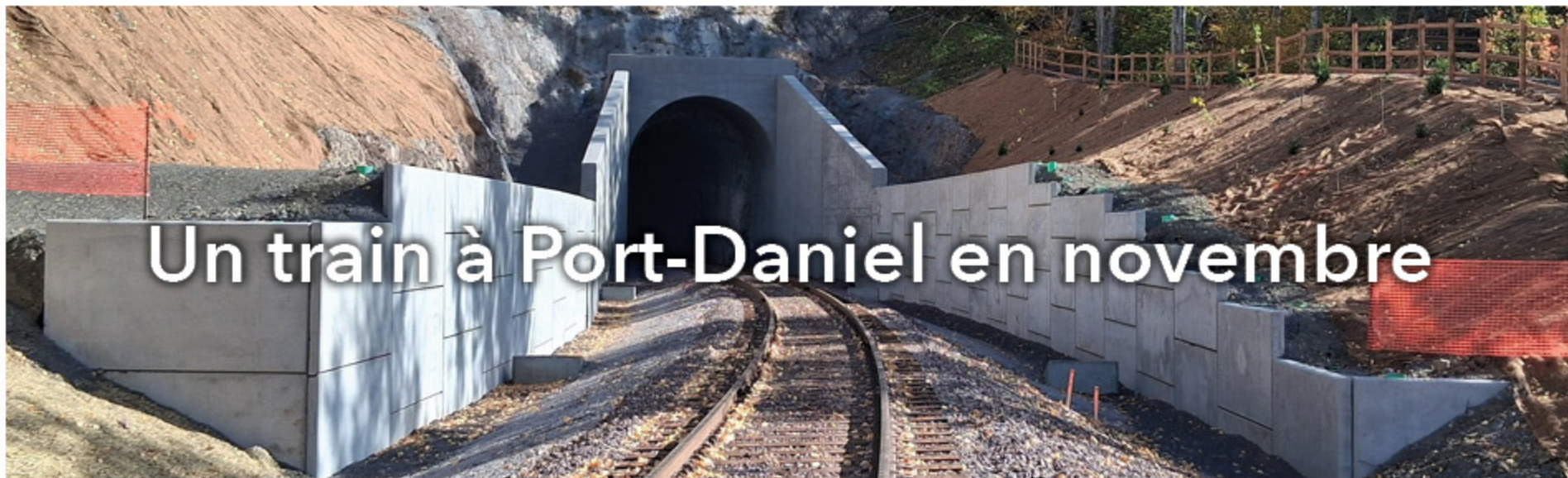
La réconciliation entre Gaspé et Gespeg est en marche depuis bien avant la création de cette journée nationale par le gouvernement fédéral, estime en outre l' élu.

«Nous, on est en mode partenariat avec la Première nation de Gespeg. Le fait de ne pas vivre sur une réserve aide à concilier ce qu'on peut faire ensemble. On était déjà dans ce mode et on veut continuer à renforcer le partenariat. Ça n'effacera pas les erreurs du passé, mais si ça peut aider à travailler plus en harmonie sur le futur, ce sera déjà ça de gagné.»

En 2017, les deux conseils avaient par ailleurs tenu une réunion commune pour pousser plus loin cette collaboration.



La cheffe Céline Cassivi a notamment pris la parole. Photo Jean-Philippe Thibault



Un train à Port-Daniel en novembre

L'entrée refaite du tunnel à Port-Daniel-Gascons. Photo Anthony Bernard Prince

Après des années d'attente, un premier train devrait se rendre à Port-Daniel-Gascons en novembre.

Nelson Sergerie

C'est ce qui ressort du dernier conseil d'administration de la Société du chemin de fer de la Gaspésie pour notamment faire le point sur cette question.

«L'objectif avec le ministère [des Transports], c'est toujours au mois de novembre. Je disais en farce au conseil d'administration que je vais dire que c'est le 35 novembre pour être sûr que ce sera d'ici la fin de novembre», lance en boutade le président Éric Dubé pour se garder une marge de manœuvre, même s'il souhaite un train chargé de ciment le plus rapidement possible.

Dame nature donne une chance de réaliser les travaux rapidement. Les rails sont posés dans le tunnel situé en amont de la cimenterie McInnis, près de la route du Capitaine-Fournier.

Enjeux de sécurité

Les passages à niveau sont un enjeu alors que la réglementation impose maintenant l'installation de barrières pour la sécurité.

«Sur certains passages, des barrières devront être installées. On risque de manquer de temps pour que ce soit prêt. On pourrait avoir des défis techniques comme arrêter le convoi avant de traverser le passage à niveau pour s'assurer qu'il n'y ait pas de risque, mais ça ne nous empêchera pas de circuler», explique le président.

En plus de la route 132, certains passages à niveau devront être munis de barrières dans les municipalités. Une campagne de sensibilisation sur la circulation du train sera lancée afin d'informer les piétons et les automobilistes que des convois se remettront à circuler.

« On veut rapidement un rail pour se rendre à Gaspé [...] quitte à avoir des travaux d'amélioration sur les 10 ou 15 prochaines années. »

—Éric Dubé, à propos du tronçon 3

En 2020, Québec avait injecté 135 millions de dollars dans une enveloppe. La promesse était alors de se rendre à Port-Daniel-Gascons en 2022. En février 2022, l'échéancier était toutefois repoussé à 2024.

Rien sur le tronçon 3

Québec avait suspendu en mars la réhabilitation du rail sur le tronçon entre Port-Daniel-Gascons et Gaspé. Le projet était renvoyé en études. Néanmoins, des travaux avaient été lancés pour neuf structures. En août,

le premier ministre François Legault avait assuré que son gouvernement voulait terminer les travaux.

«Au moins, on n'a pas le signal que le gouvernement veut l'abandonner, analyse Éric Dubé. On comprend que le ministère est en train de réévaluer s'il pourrait faire les travaux différemment. On n'a pas les résultats. Tout ça doit être fait pour être remis au PQI au prochain budget. On met de la pression pour avoir les résultats et savoir à quoi s'en tenir sur les coûts et le nouvel échéancier, si on est capable de remettre ça à l'avant-plan en 2026. » La façon d'effectuer les travaux reste l'enjeu.

«Nous, on veut un rail fonctionnel pour se rendre à Gaspé le plus rapidement possible, quitte à avoir des travaux d'amélioration sur les 10 ou 15 prochaines années. Mais le rail appartient au gouvernement. C'est à eux de répondre à cette question. »

En juin 2023, la ministre des Transports de l'époque, Geneviève Guilbault, annonçait à Gaspé que le tronçon 3 entre Port-Daniel-Gascons et Gaspé nécessitait 517 millions. Et que le projet serait complété en décembre 2026. Le ministère indique finalement que le budget autorisé sera précisé au terme de la planification.

Au dépôt du budget, en mars, le gouvernement provoquait une commotion généralisée en remettant le projet en phase de planification après les «énormes» dépassements de coûts des appels d'offres de 2024.



Le président de la Société de chemin de fer de la Gaspésie, Éric Dubé. Photo Jean-Philippe Thibault



Le premier ministre du Québec, François Legault, au centre, pose avec son nouveau cabinet après le remaniement ministériel à Québec. Photo Jacques Boissinot - La Presse Canadienne



Une loi pour la parité : maintenant!

Quatre-vingt-cinq ans après l'obtention du droit de vote des femmes, des ex-parlementaires unissent leur voix dans un documentaire afin de partager leur souhait de voir le gouvernement Legault adopter une loi sur la parité avant l'élection de 2026.

Avec l'annonce de la diminution de la place des femmes au Conseil des ministres à 12 femmes sur 30 sièges, nous sommes plusieurs à nous désoler de voir la parité prendre le bord. Cela peut sembler sévère comme constat, mais il s'agit d'un enjeu qui reste préoccupant.

Lorsque la parité n'est pas la tendance du moment ni le sujet d'intérêt des chroniqueurs politique, la prédominance de la représentation masculine dans les lieux de pouvoir semble toujours refaire surface, quoi qu'on en dise.

La parité n'est pas encore une norme établie, mais plutôt une avancée fragile sur laquelle on devra veiller ensemble.

Je sais que j'écris régulièrement de la place des femmes en politique et dans les lieux de pouvoir, mais à voir les commentaires que suscitent certaines de mes chroniques, il semble qu'il y a encore matière à discussion. Évidemment, le fait que je sois une femme, que je me sois présentée à deux

reprises aux élections provinciales et que je côtoie des personnalités politiques dans les dernières années n'est pas étranger au fait que cela me préoccupe et que je considère que le sujet est encore d'actualité.

Je crois que l'on sous-estime fortement le fait que des inégalités existent, et c'est pourquoi il me semble que le sujet est loin d'être épuisé.

Lâchez-moi avec la compétence

« L'important c'est que la personne la plus compétente obtienne les fonctions, pas qu'elle soit choisie en fonction de son sexe ». Derrière cette idée vient la prémisse « Que le meilleur gagne », mais le problème c'est qu'à compétences égales, les hommes sont plus susceptibles d'être contactés par les partis politiques pour être candidats, ou encore, de se présenter aux élections, et ce, pour plusieurs raisons.

Les femmes ne sont donc pas exclues par manque de compétence, mais plutôt en continuité de leur traditionnelle absence des milieux politiques.

Front commun pour la parité

La participation d'anciennes députées et ministres de tous les partis et qui met de l'avant la nécessité d'adopter une loi sur la parité au Québec a de

quoi attirer notre attention. Je vous invite à en faire le visionnement.

Le film s'intitule *Manifeste pour une loi sur la parité : des politiciennes prennent la parole*. Initié par le Groupe Femmes Politique Démocratie, il est accessible gratuitement sur YouTube depuis peu. Au-delà de

« Pas exclues par manque de compétence, mais en continuité de leur traditionnelle absence des milieux politiques. »

s'entendre sur les iniquités existantes dans le système politique actuelle, les 17 ex-parlementaires qui participent au court-métrage, aussi différentes soient-elles (de Pauline Marois à Dominique Anglade, en passant par Émilise Lessard-Therrien, Marie-Ève Proulx, Mégan Perry Melançon ou encore Louise Harel), s'entendent de façon unanime que seule une loi sur la parité permettrait de protéger la représentativité de notre démocratie

et d'assurer la présence des femmes en politique à long terme.

De la part de femmes provenant de tous les partis représentés à l'Assemblée nationale, on peut s'entendre que ce n'est pas une proposition radicale, mais plutôt une proposition nécessaire qui a le potentiel de faire consensus. Et ça, c'est rare en politique.

Appel à nos élus

Je souhaite en profiter pour lancer une invitation à nos députés provinciaux du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Le contexte politique et social actuel est tellement rude, il me semble que nous sommes dus pour de la fierté, pour une victoire.

Nous avons avec ce projet de loi la possibilité de faire une avancée notable : le genre de progrès qu'on est capable de faire au Québec et qui continuera de le distinguer du reste du Canada. Une avancée qui ne coûterait pratiquement rien à part du courage politique, et qui n'exigera de vous que d'être des actrices et acteurs de soutien à la mise en place d'un travail transpartisan qui permettrait l'adoption d'un tel projet de loi.

Êtes-vous prêts à faire partie de ceux qui rendront possible ce legs pour l'avenir du Québec?

Brèche évoquée sur la gestion de l'offre

Les producteurs de lait peu préoccupés

La brèche évoquée sur la gestion de l'offre, la semaine dernière, pour permettre à des produits américains de se rendre sur les tablettes des épiceries canadiennes n'inquiète pas les Producteurs de lait du Québec.

Nelson Sergerie

C'est du moins ce qu'affirme le producteur laitier de Carleton-sur-Mer et porte-parole régional de l'organisation, Normand Barriault.

«La brèche avait déjà été consentie. Les Américains avaient accès au marché de seconde transformation comme des marchés de fromage qui allait sur des pizzas. Ce qu'ils demandent, c'est d'aller directement sur les tablettes pour faire la commercialisation sur la marque américaine», note-t-il.

Pour les producteurs laitiers du Québec, cette question ne change rien à leur production.

Cependant, il deviendra difficile pour le consommateur de s'y retrouver sur les tablettes des épiceries. «Ce sera une autre trompe l'œil. La provenance sur l'étiquette est excessivement petite. Le consommateur peut se tromper et acheter des produits américains ou européens. Si c'est son choix, c'est correct, mais s'il veut acheter canadien ou québécois, il est lésé», commente monsieur Barriault.

Une goutte d'eau

Pour les Américains, le marché canadien est une goutte d'eau. «C'est un bras de fer entre Américains et Canadiens. C'est le président américain qui est en guerre avec tout le monde. C'est *US first!*», lance le producteur laitier.

La volonté de montrer plus clairement les produits canadiens sur les étiquettes affirmée lors de la pandémie n'aboutit pas. «C'est difficile au niveau



Les producteurs laitiers ne s'inquiètent pas de la nouvelle tentative des Américains de pénétrer le marché canadien. Photo Nelson Sergerie

de certains transformateurs qui veulent garder les marques privées. Ils ne veulent pas mettre d'étiquettes pour garder leur propre identité», soutient Normand Barriault.

L'agriculteur suggère une intervention politique pour améliorer l'étiquetage des produits canadiens versus ceux de l'importation.

Le cellulaire fonctionne à Saint-Alphonse

Après plus d'un quart de siècle de demandes, Saint-Alphonse a enfin accès au service de téléphonie cellulaire.

Nelson Sergerie

La mairesse Josianne Appleby se réjouit de voir le service arriver dans sa municipalité. «Enfin! Comme dans toutes les paroisses, c'est une question de sécurité pour nos citoyens pour les appels d'urgence et tout», explique l'élue.

«Les entreprises qui sont actuellement à Saint-Alphonse demandaient le cellulaire. Tous les employés fonctionnaient avec le cellulaire. C'est un besoin. On est rendu en 2025», dit-elle.

Demande de longue date

«Je siége depuis 1997 à la table du conseil et on en parlait déjà. Ce

n'est pas d'aujourd'hui qu'on voulait le cellulaire», mentionne madame Appleby qui note que tous les conseils précédents ont évoqué ce dossier. «C'est un travail continu qu'on a fait pour développer le cellulaire dans notre paroisse», indique la mairesse.

Le premier ministre François Legault s'était déplacé à Saint-Elzéar, le 28 juin 2024, pour faire l'annonce du déploiement du réseau cellulaire dans l'arrière-pays de Bonaventure, incluant Saint-Elzéar et Saint-Alphonse avec un soutien financier de Québec auprès de TELUS.

Le géant des télécommunications avait annoncé, dans les jours suivants, un investissement de 6 millions \$ de ses fonds propres combinés aux aides gouvernementales pour le déploiement et la mise à jour de ses réseaux cellulaires en Gaspésie.



TELUS annonçait l'ajout d'une dizaine de nouveaux sites sans fil 5G en Gaspésie. Photo courtoisie

Nouveaux sites sans fil 5G

Avec la contribution de 7,25 millions \$ de Québec et 6 millions \$ du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, TELUS annonçait l'ajout d'une dizaine de nouveaux sites sans fil 5G en Gaspésie, soit à Gaspé, à Percé, à

Saint-Alphonse et Saint-Elzéar. Hope et Listuguj avaient aussi été mentionnés par le premier ministre à ce moment.

Québec s'est engagé à mettre toutes les tours en service d'ici la fin de 2026. Celle de Saint-Elzéar est entrée en service en septembre.



L'intimidation ou comment briser des vies

Il y a des histoires qui secouent, qui forcent à regarder en face une réalité qu'on préférerait ignorer. L'histoire d'Anaïs, rapportée dans *Le Soir* par ma collègue Annie Levasseur, en est une.

Une adolescente de 13 ans de Mont-Joli qui se fait dire de se mettre la corde au cou et dont on insinue que celle-ci ne tiendrait pas sous son poids. Des mots qui tuent, au sens propre comme au figuré.

Quand sa mère porte plainte au criminel, on lui répond que la plainte ne peut pas être retenue. Pourquoi? Parce que le mot « pendre » n'apparaît pas explicitement dans la phrase. Comme si la violence des propos avait besoin d'un dictionnaire juridique pour être reconnue. Comme si une adolescente ne comprenait pas parfaitement le message derrière ces mots...

Un système qui tourne en rond

Croyez-le ou non, mais c'est depuis la maternelle qu'Anaïs subit des commentaires cruels sur son apparence physique. « La terre tremble quand elle s'en vient », lui répète-t-on, année après année.

Notre système d'éducation mise sur des contrats de non-violence, des pancartes colorées contre l'intimidation, des plans de lutte pour encadrer les interventions. Des mots, des signatures, des promesses.

Mais, pendant ce temps, Anaïs n'est plus à l'école. Sa mère l'en a retirée. Anaïs est donc isolée à la maison. Pendant ce temps, ses intimidateurs continuent d'aller en classe, comme si de rien n'était.

Quand la victime devient prisonnière

Jenny Guillemette, la mère d'Anaïs, le dit sans détour : « Les intimidateurs sont scolarisés et ma fille est pognée à la maison. » Voilà le paradoxe insoutenable : c'est la victime qui paie le prix. Elle perd son accès à l'éducation, à la socialisation, à une vie normale.

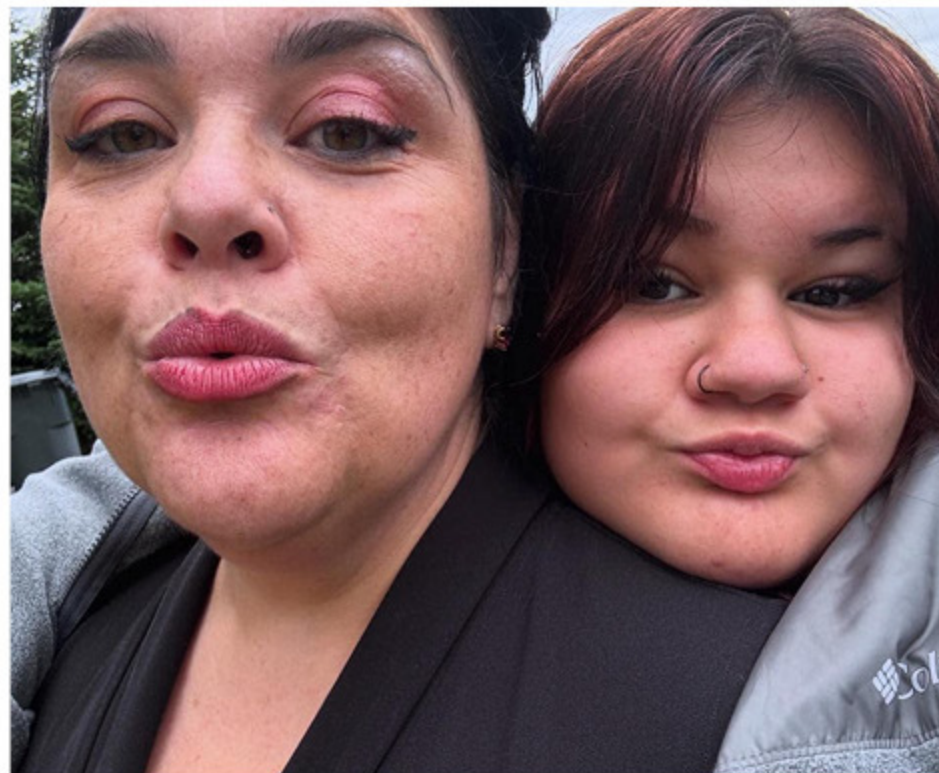
Ses parents doivent trouver l'argent pour lui faire l'école à la maison, jongler avec le congé de maternité de madame Guillemette et l'emploi de son mari, improviser des solutions dans l'urgence.

« Anaïs est isolée à la maison. Ses intimidateurs continuent d'aller en classe, comme si de rien n'était. »

Combien de contrats de non-violence et de non-intimidation seront-ils encore signés avant de comprendre que cela ne fonctionne pas? Combien d'Anaïs devront être retirées de l'école avant qu'on impose de vraies conséquences?

Encore plus de sensibilisation

Dire à quelqu'un de se suicider n'est pas une chicane d'enfants. Harceler une personne sur son poids depuis l'âge de 5 ans n'est pas une phase passagère. C'est de la violence systématique qui détruit l'estime de soi et qui peut mener à des drames irréversibles.



Jenny Guillemette et sa fille Anaïs. Photo courtoisie

Jenny Guillemette a raison : sensibiliser ne suffit plus. Il faut bousculer. Il faut que les conséquences soient réelles et immédiates pour ceux qui terrorisent leurs camarades.

Oui, les intimidateurs méritent de l'aide. Mais, cette compassion ne peut pas se faire au détriment de leurs victimes. On doit faire les deux : protéger ceux qui souffrent et tenir responsables ceux qui font souffrir. Cela signifie des sanctions claires, des retraits temporaires quand c'est nécessaire et d'arrêter de demander aux victimes de « comprendre » leurs bourreaux pendant qu'on cherche la solution parfaite.

Un cri qui résonne

Au moment d'écrire ces lignes, la publication de Jenny Guillemette avait été partagée plus de 8800 fois

sur Facebook. Des personnalités publiques, dont l'humoriste Christine Morency et le député de Matane-Matapédia, Pascal Bérubé, ont offert leur soutien. Une population se mobilise. Or, tout cela n'est pas un hasard. C'est le signe que trop de familles vivent la même impuissance face à un système qui protège mal nos enfants.

« Ça brise des vies », dit la mère d'Anaïs. Trois mots qui devraient être affichés dans chaque bureau de direction d'école, dans chaque centre de services scolaire et sur le bureau de la nouvelle ministre de l'Éducation, Sonia Label.

Combien de vies brisées faudra-t-il encore avant que l'on décide enfin d'agir efficacement? Anaïs mérite mieux. Tous nos jeunes méritent mieux. Il est maintenant temps de le prouver.

SEMAINE NATIONALE DES JOURNAUX



Pour une presse locale indépendante

À l'heure où la désinformation et les fausses nouvelles circulent à une vitesse fulgurante, la presse locale joue un rôle plus crucial que jamais.

Simon Brisson- Président, Éditions Nordiques et Publications Le Soir

Dans un monde saturé d'opinions non vérifiées, de contenus générés par des algorithmes et de messages guidés par des intérêts commerciaux ou politiques, il est impératif de préserver une source d'information indépendante, rigoureuse et enracinée dans la réalité de nos communautés.

Chez les Éditions Nordiques, nous sommes conscients que les défis sont nombreux : baisse des revenus publicitaires, concurrence des géants du numérique, fermeture de certains médias régionaux. Mais plus que tout, nous croyons fermement que l'avenir de l'information passe par la proximité, la transparence et l'engagement communautaire.

C'est pourquoi nous continuons d'investir dans nos équipes, de moderniser nos outils et de renforcer notre présence sur le territoire.

Information pertinente et équilibrée

En mars 2025, nous avons procédé à l'acquisition du groupe comprenant les journaux hebdomadaires *Le Laurentien* de Rimouski, *L'Avantage Gaspésien* de Matane, *Le Gaspésien Nouvelles* de Gaspé ainsi que la plateforme numérique *Chaleurs Nou-*

velle de New Richmond, maintenant connues sous les Publications Le Soir.

Depuis maintenant plus de 55 ans, les Éditions Nordiques s'engagent à offrir une information de qualité, pertinente et équilibrée. Nos hebdomadaires papiers et numériques, *Le Nord-Côtier*, *Le Manic*, *Le Haute-Côte-Nord*, *Le Charlevoisien*, *Le Soir Rimouski-Neigette-La Mitis-La Matapédia*, *Le Soir La Matanie-La Haute-Gaspésie*, *Le Soir Côte-de-Gaspé-Rocher Percé*

et *Le Soir Baie-des-Chaleurs* ne sont pas de simples intermédiaires de nouvelles. Ils sont les témoins vivants de la vie régionale, les gardiens de la mémoire collective et les promoteurs du dialogue citoyen.

La presse locale, c'est aussi un bouclier contre les fausses informations. Nos journalistes sont formés pour vérifier les faits, contextualiser les enjeux et respecter les normes déontologiques les plus strictes, comme celles du

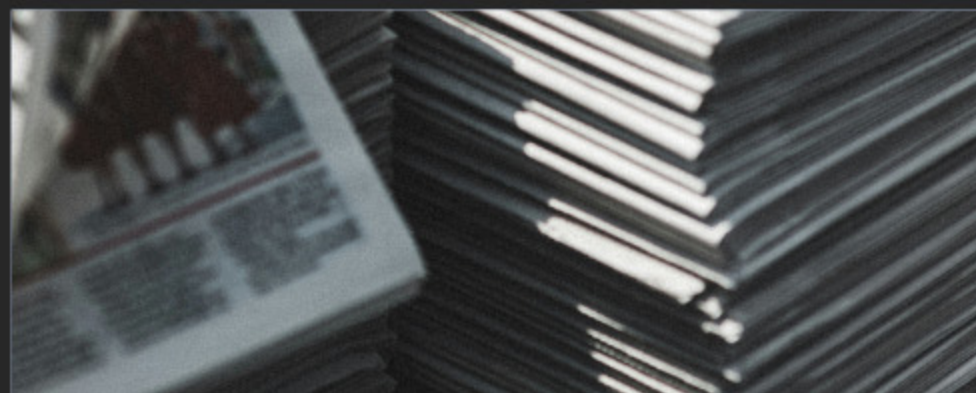
Guide de déontologie journalistique du Conseil de presse du Québec. Ce travail de fond, souvent invisible, est ce qui permet à nos lecteurs de faire des choix éclairés et de participer activement à la vie démocratique.

À tous nos lecteurs, annonceurs et partenaires : merci de croire en nous. Ensemble, nous pouvons faire de la presse locale un pilier de la vérité, de la cohésion sociale et de la démocratie.



Simon Brisson, président.
Photo courtoisie

SEMAINE NATIONALE DES JOURNAUX



La voix forte de nos communautés

La semaine du 5 au 11 octobre 2025 est l'occasion de rendre hommage à celles et ceux qui, chaque jour, s'investissent pour nous informer. Nous célébrons le travail des journalistes, graphistes, éditeurs, photographes, conseillers(ères) marketing, des maquettistes et de tous les artisans de la presse locale.

Louise Ringuet, Karine Therrien et Martin Thomas - Éditeurs Le Soir, Le Nord-Côtier et Le Manic



Leur travail contribue à la vitalité démocratique, à la transparence et à la cohésion de nos communautés.

Dans le Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie et comme partout au Québec, les journaux locaux ne se contentent pas de rapporter les nouvelles. Ils racontent notre quotidien, reflètent nos réalités et nous permettent de mieux comprendre les enjeux qui nous touchent de près. Ils sont le miroir de notre territoire, le porte-voix de nos citoyens.

Soutenir notre presse locale, c'est investir dans un média qui nous représente, nous informe et nous rassemble. Chaque annonce, chaque abonnement à nos infolettres, chaque téléchargement à nos applications mobiles contribue à maintenir vivant ce pilier de notre société.

Merci à tous ceux et celles qui font vivre nos journaux. Ensemble, continuons à défendre une information libre, crédible et proche de nous.

Une voix pour ceux qui n'en ont pas

Un journal, c'est bien plus qu'un simple messenger. Il met en lumière des injustices, il donne la parole à ceux qu'on n'écoute pas, et informe la population sur ce qui se passe vraiment au Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie et sur la Côte-Nord. Il partage les histoires qui comptent vraiment ici, chez nous.

C'est un outil puissant pour se faire entendre, défendre ses droits, et construire une société plus juste. C'est une voix pour les citoyens, un moyen de mettre en lumière les réalités locales, et de dénoncer les injustices.

Qu'il s'agisse de défendre les droits des travailleurs, de parler des enjeux sociaux, communautaires ou environnementaux ou de valoriser les initiatives communautaires, le journalisme local vous aide à vous faire entendre et à rester informés.

Grâce à leurs recherches, à leurs entrevues et reportages, nos journalistes aident à faire bouger les choses, à réveiller les consciences, à rapporter les faits, à éveiller les sens, à couvrir les événements importants et à soutenir les causes importantes.

Au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, chers lecteurs, vous comptez sur une salle de nouvelles comptant une dizaine de journalistes et chroniqueurs chevronnés. Ils vous informent sept jours sur sept. C'est une richesse incroyable pour l'Est-du-Québec. Il faut en être conscient et fier.

SEMAINE NATIONALE DES JOURNAUX



Une histoire qui s'écrit avec vous



Le président des Publications Le Soir, Simon Brisson, l'éditrice Louise Ringuet et le directeur de l'information, Olivier Therriault. Photo courtoisie

Il y a déjà six mois, nous lançons un projet qui portait une ambition claire. Publier une nouvelle édition papier du *Soir* afin d'offrir à nos communautés une information régionale de qualité, humaine et enracinée dans son territoire.

Olivier Therriault - Directeur de l'information, Le Soir

Aujourd'hui, à l'occasion de la Semaine nationale des journaux, nous prenons un moment pour mesurer le chemin parcouru et rappeler la valeur inestimable du travail que nous accomplissons, chaque jour, pour vous.

Dans un contexte médiatique en pleine mutation, où les salles de nouvelles se vident et où la concentration fragilise l'accès à une information de terrain, nos hebdomadaires demeurent une réponse forte au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie. Une voix indépendante, proche des gens, attentive aux réalités d'ici.

Chaque semaine, nos journalistes et chroniqueurs mettent leur passion au service de dossiers fouillés, de reportages sensibles, de portraits inspirants et de nouvelles concrètes qui reflètent le quotidien de l'Est-du-Québec. Les pages de nos journaux, comme nos plateformes numériques, deviennent des lieux de rencontre et d'échanges,

un miroir fidèle de notre vie dans le plus beau coin de pays au monde.

Pertinent, clair et fiable

Notre conviction de départ se confirme. Nos régions ont soif d'une information pertinente, claire et fiable. Les lecteurs nous le rappellent chaque jour. Nos hebdomadaires ne sont pas seulement des journaux. Ils sont des repères, des témoins de leur époque et une mémoire collective en construction.

En célébrant la Semaine des journaux, nous rendons hommage à ce rôle essentiel. Nous saluons la confiance de nos lecteurs, la mobilisation de

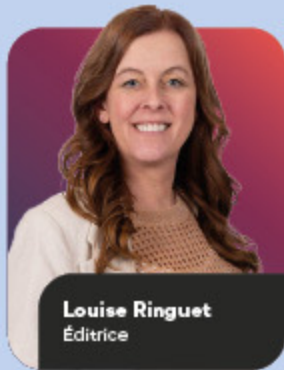
nos partenaires et l'engagement de nos équipes.

Plus que jamais, nous croyons que l'information locale mérite d'être défendue et valorisée. Parce qu'un journal, ce n'est pas qu'un papier ou un site web. Il s'agit d'un trait d'union entre les gens, un espace de dialogue et un acteur engagé dans la vitalité du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie.

Merci de nous permettre de faire rayonner l'Est-du-Québec. À tous nos détracteurs : nous sommes plus que vivants que jamais. Ce n'est qu'un début!

L'équipe derrière le Journal Le Soir

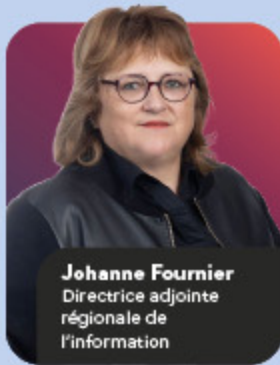
Dévouée, humaine et dynamique!



Louise Ringuet
Éditrice



Olivier Therriault
Directeur régional de l'information



Johanne Fournier
Directrice adjointe régionale de l'information



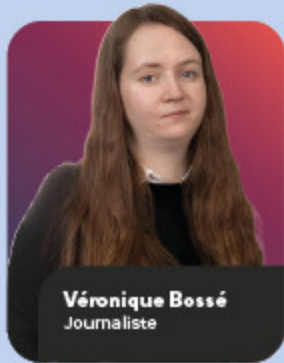
Jean-Philippe Thibault
Journaliste



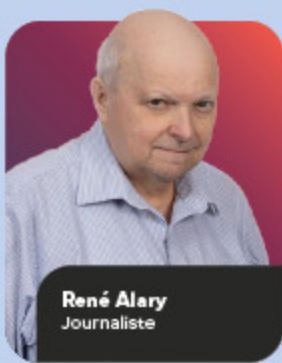
Dominique Fortier
Journaliste



Annie Levasseur
Journaliste



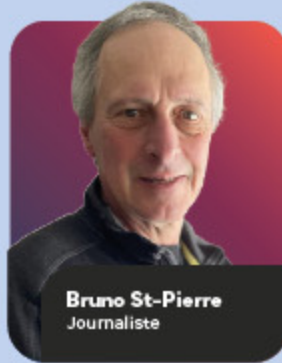
Véronique Bossé
Journaliste



René Alary
Journaliste



Alexandre D'Astous
Journaliste



Bruno St-Pierre
Journaliste



Nadine Perron
Adjointe et directrice du développement des affaires



Mélanie Daraiche
Coordinatrice à la maquette et web



Francis Mimeault
Coordonnateur expérience client et projets spéciaux



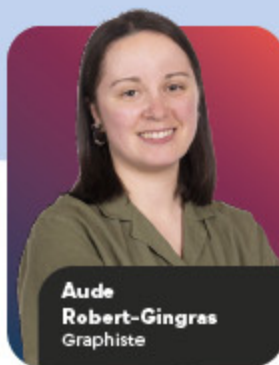
Alexandre Béland Lamer
Conseiller en solution médias



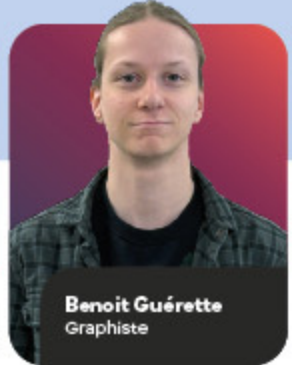
Hélène Houde
Conseillère en solution médias



Rémi Côté
Conseiller en solution médias



Aude Robert-Gingras
Graphiste



Benoît Guérette
Graphiste

Le SOIR



En septembre et en octobre, la chasse se fait surtout dans de vastes plaines où le guide et le chasseur scrutent le moindre mouvement des cerfs. Photo Ernie Wells

Le «deer break» met la table pour novembre



La plupart des guides, le personnel des cuisines et des mécaniciens des territoires de Sépaq Anticosti est en «deer break», depuis le 30 septembre.

Une pause de deux semaines qui sera aussi bénéfique pour les cerfs. Le territoire se calmera. La chasse a été difficile au cours des trois dernières semaines avant cette pause d'automne, en raison des «grosses» chaleurs, des rivières à sec et des grandes plaines aux herbes cuivrées.

Les chasseurs qui ont eu la chance de séjourner dans le secteur de Rivière Bell, dans l'est de l'île, lors des deux premières semaines de chasse 2025, la récolte de «bucks» a été de 100 %.

De beaux mâles bien panachés de 4, 6, 8, 9 et même 10 pointes. Les 150 chasseurs de Rivière-Bell ont récolté 300 chevreuils de tous les segments au cours des cinq semaines avant l'actuel «deer break».

Récolte stable

«Nous avons déjà 3 000 cerfs enregistrés sur l'île cette saison, une stabilité de récolte pour la même période de cinq semaines de la fin août à la fin septembre. Moins de mâles matures qu'à pareille date l'an dernier. J'ai le «feeling» que la période du rut de novembre prochain sera encore plus intense qu'en 2024», estime le directeur des ventes et responsable du

service à la clientèle de Sépaq Anticosti et du parc national d'Anticosti, Daniel Lévesque.

«J'ai le "feeling" que la période du rut de novembre sera encore plus intense qu'en 2024.»

On le constate avec les statistiques 2024 avec quelque 9 000 cerfs au total, soit 4 723 mâles, 1 611 femelles et 531 faons, pour un taux de succès global de 1,90 cerf par chasseur. Les cerfs du centre de l'île passent l'hiver dans leurs ravages de la sapinière centre-sud, et d'autres demeurent dans leurs habitats toutes saisons. Les chasseurs qui ont connu une saison 2024 exceptionnelle n'avaient qu'un désir, soit d'y retourner cette année !

Inimaginable

«Jamais on n'aurait pu imaginer une aussi bonne année de récolte l'an dernier, avec autant de beaux «bucks» matures tout au long de la saison. C'était une année de rêve», devait commenter le #1 de Sépaq Anticosti, Éric Harnois. En 2024, les

dimensions des couronnes des mâles récoltés ont obligé des ajustements afin de faciliter le transport aérien vers le continent. La saison 2025 devrait être supérieure. Des forfaits en plan américain sont encore disponibles en octobre. On compose le 1 800 463-0863.

Il n'y a rien de magique sur l'île d'Henri Menier. Rien de fictif, tout est vrai, concret, réel. Pas d'actions symboliques réglées d'avance ni d'effets irrationnels. «Mais tous les rêves sont permis sur Anticosti», reconnaît Daniel Lévesque. Pas de magie, mais

et les adapte au gré de la saison qui avance. Un seul séjour sur Anticosti équivaut à au moins 10 années de chasse sur le continent.

Quand le chasseur a récolté son premier cerf, il lui en reste un autre à prélever. Et quand il a apposé ses deux coupons de transport sur ses chevreuils, il peut aider ses compagnons à compléter leur quota à la chasse de groupe.

Rivière Bell

Le chasseur évolue sur un territoire accessible, doté de plusieurs chemins forestiers. Il peut chasser en bord de mer, en sentiers dans une forêt mature, dans de vastes plaines et des «swamps» immenses.

En pavillon-auberge et en chalets, en plan américain avec un guide pour quatre chasseurs, pick-up et VTT, Rivière Bell accueille exactement 28 chasseurs par séjour qui se succèdent en alternance dans sept secteurs, pendant cinq jours en début de saison et quatre jours en novembre.



Le soleil se lève sur le pavillon de Rivière Bell, amorce d'une autre journée de chasse sur Anticosti. Photo Ernie Wells

de la chance. Il en faut en territoire inconnu. Mais des cerfs, il y en a partout, comme j'ai pu le constater récemment, à l'invitation de découvrir la chasse de septembre.

Anticosti sert d'école où le chasseur observe le cerf dans son habitat et ses comportements en diverses situations. Il expérimente des techniques



Un guide de Rivière Bell, Michel Lambert, attend la chasse de novembre avec impatience. Photo courtoisie

De retour du championnat mondial

Il y a 13 ans, lorsque Christopher Ste-Croix a commencé à s'initier aux courses à obstacles avec sa femme Marie-Élaine Fleury, il était loin de se douter que cette passion prenante le mènerait jusqu'à un championnat mondial de triathlon. Et pourtant, le charpentier de 40 ans revient tout juste de Molveno, une communauté italienne au pied des célèbres Dolomites, en Italie.

Jean-Philippe Thibault

Sportif de nature et initié depuis longtemps au motocross, au vélo de montagne, à l'entraînement en salle ou encore au snowboard, Chris (pour les intimes) a comme tout le monde commencé au pied de l'échelle, avec des courses à obstacles de sprint de 5 km, en compagnie de sa conjointe. « Nous n'avons jamais pensé que nous ferions quelque chose de plus long que cela », se rappelle-t-il.

Ce qui ne devait être qu'une expérience ponctuelle s'est toutefois muté en quelque chose de plus grand, de plus ambitieux. La région peut se targuer d'avoir des courses en sentiers de haut calibre, notamment grâce aux épreuves organisées depuis plusieurs années déjà par Événements Gaspésia.

C'est de cette façon que le trail running s'est immiscé dans la vie du

couple, avec des courses allant de 5 à 55 km, puis dans celle de toute la famille, alors que leurs deux fillettes aujourd'hui âgées de 11 ans et de 6 ans ont commencé à se lancer sur les parcours jeunesse.

Pour diversifier les plaisirs et prévenir les blessures récurrentes propres aux coureurs, le vélo de route s'est naturellement greffé. La prochaine étape logique était celle du triathlon.

« Je me disais que si j'avais un wet-suit, je ferais un triathlon même si j'étais un très mauvais nageur. Ma femme et mes parents m'ont pris au mot et m'ont acheté une combinaison, donc je n'ai pas eu d'autre choix que de commencer à nager », lance en riant celui qui travaille au campus de Gaspé lorsqu'il rejoint par *Le Soir* en direct de l'Italie.

Conséquent, il s'est inscrit à sa première compétition à Gaspé avec la version sprint, soit 750 m de natation, 20 km de vélo et 5 km de course. « J'ai adoré le mélange d'endurance et de vitesse, et aussi les compétences et l'entraînement requis pour chaque discipline. »

Comme une boule de neige qui prend du volume en dévalant une pente, l'année suivante, Christopher Ste-Croix a participé à un triathlon de distance olympique : 1500 m de



Christopher Ste-Croix a terminé 23^e dans sa catégorie d'âge. Photo courtoisie

natation, 40 km de vélo et 10 km de course. « J'ai trouvé que c'était la distance que j'aimais le plus. Et après en avoir couru quelques-uns, ma famille s'est jointe à moi. »

De Gaspé à l'Italie

C'est par hasard et par l'entremise des réseaux sociaux qu'il tombera sur les triathlons hors route, comme ceux de la série Xterra. Du cross triathlon, dans le jargon, mêlant natation en eau libre, vélo de montagne et course en sentiers.

« Comme nous sommes des adeptes de la nature, j'ai pensé que ce serait quelque chose que nous apprécierions, remarque le principal intéressé. En plus, la plupart de notre entraînement de course à pied se faisait déjà dans les bois comme le proposent les courses de la série Gaspésia. Nous sommes immédiatement tombés en amour du sport et de la communauté! »

C'est pendant leur première saison de courses Xterra qu'ils ont entendu parler des championnats du monde, ouverts à ceux qui terminent en première position de leur catégorie d'âge. « C'est là qu'est venu mon objectif de me qualifier. »

Dans les trois années suivantes, le couple a participé à deux événements Xterra chaque année, notam-

ment à Québec et Bromont. Et ce qui devait arriver arriva.

« Ma femme et moi avons tous les deux réussi à nous qualifier l'année dernière. » Avec l'aide de la famille pour le coût d'inscription offert en cadeau d'anniversaire et le coup de main des parents pour s'occuper des enfants pendant deux semaines – et de nombreux entraînements à l'aube et le soir, de 6 à 7 fois par semaine – le couple a pu partir pour l'Italie.

En raison de blessures, Marie-Élaine a malheureusement dû se désister des championnats du monde, mais a tout de même pu participer à la distance sprint qui a été offerte aux personnes qui accompagnaient les athlètes. Christopher Ste-Croix a finalement terminé 132^e sur les 465 hommes inscrits, et 23^e dans sa catégorie d'âge des 40-44 ans.

« Pour une première expérience aux championnats du monde, je suis heureux du résultat. On rencontre toujours des visages familiers et on se fait de nouveaux amis de tous les coins de la planète, c'est extraordinaire! Je suis très reconnaissant de cette opportunité, d'avoir la santé et une famille qui me soutient dans cette vie remplie de folles aventures. »

Texte plus complet sur le Web.



L'événement avait lieu du 25 au 28 septembre à Molveno, en Italie. Photo courtoisie Marie-Élaine Fleury



L'OCÉANIC DE RIMOUSKI

Mathis Langevin est de retour du camp de l'Avalanche du Colorado

« Les shots rentrent vite, l'exécution aussi »

L'Océanien effectue son premier long voyage de la saison cette semaine avec des arrêts à Halifax (jeudi), Moncton (vendredi) et Saint John (samedi).



René Alary
ralary@lesoir.ca

Avec un club en reconstruction, Joël Perrault est très content de compter sur deux gardiens portant l'étiquette de no 1 en William Lacelle et Mathis Langevin. Surtout dans une séquence de parties comme cette semaine.

« On est très chanceux d'avoir un duo de gardiens comme ça. Je l'ai dit souvent, l'an passé, ce sont eux qui donnent confiance à notre équipe et on s'attend qu'ils continuent à le faire avec notre groupe de jeunes. C'est un heureux problème. Les deux veulent jouer, mais les deux savent aussi que chacun veut jouer. Il va y avoir une rotation qui va se faire, il n'y a pas de secret là-dedans. Tout le monde vit très bien avec ça », explique-t-il.

« Est-ce que ça se peut qu'un des deux ait deux ou trois départs de suite parce qu'il y a eu des performances plus dominantes ? Oui, mais ça ne veut pas dire qu'on a perdu confiance à l'autre. Avec le hockey qu'on a à jouer dans les prochaines semaines, on va avoir besoin de nos deux gardiens. »

Autre niveau

Après trois semaines passées au camp

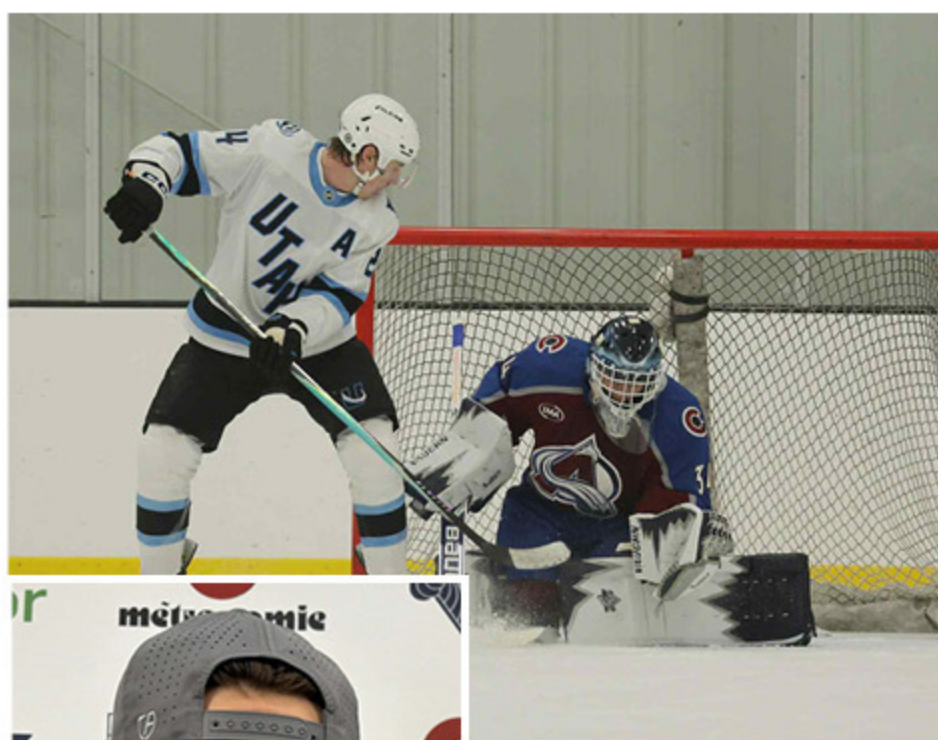
des recrues, puis au camp d'entraînement principal de l'Avalanche du Colorado, Langevin a fait sa rentrée samedi dernier contre Québec après un premier contact avec les pros.

« Le tournoi des recrues, c'était une belle expérience de juste pouvoir te mesurer à des gars de ton niveau et de pouvoir compétitionner. Après ça, le camp des vétérans, c'était un tout autre niveau, quand tu vois des gars comme Nathan MacKinnon, Cale Makar et Gabriel Landeskog à côté de toi dans la chambre, c'est impressionnant. À la première pratique, vite, les shots rentrent vite, l'exécution aussi, mais je pense que j'ai réussi à m'adapter. C'est vraiment juste une très belle expérience pour moi », raconte le gardien.

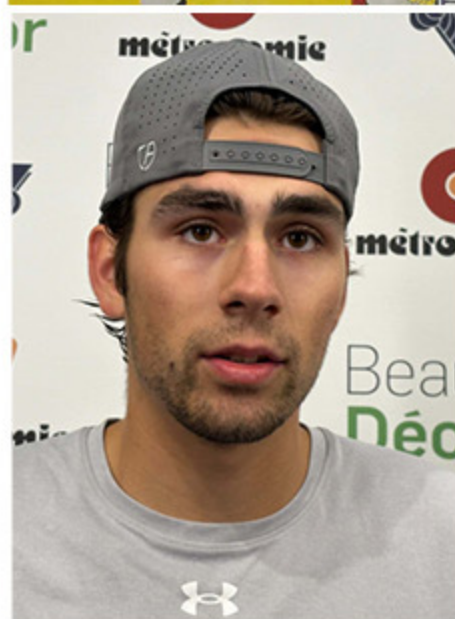
« La vie de pro, c'est nice. Tu te réveilles à 7 h, tu t'en vas à l'aréna, tu déjeunes, tu fais tes étirements, tu fais ton gym, tu embarques sur la glace puis à midi tu as toute ta journée. Tu t'en vas avec les boys puis tu as du fun », a-t-il poursuivi.

Séjour prolongé

Le personnel hockey de l'Avalanche a prolongé le séjour de Langevin, ce qui est certes bon signe. « Ils m'ont dit que j'étais un cas spécial. Ils ont été super contents de m'avoir et ont bien aimé ce que j'ai fait. Pour l'année prochaine, ils m'ont dit qu'ils vont me regarder pour voir ce qu'ils allaient faire avec moi. C'était juste positif », dit-il.



Mathis Langevin en action avec l'Avalanche dans un match de recrues Photo courtoisie



Mathis Langevin entame sa dernière saison dans la LHJMQ Photo René Alary

Il n'a pas pris part à un match hors-concours de la LNH. « C'est sûr que j'y ai pensé et que j'étais déçu quand

ils m'ont dit que je ne serais pas utilisé. Mais, en même temps, j'étais plus là pour me développer et pour apprendre. Je pratiquais chaque jour avec les deux entraîneurs de gardiens. C'était un super bon bagage pour moi. »

Langevin et Lacelle vont se partager le travail jusqu'aux fêtes. L'un des deux devrait être échangé lors de la période de transactions de mi-saison. L'Océanien pourra accélérer sa reconstruction avec ce que le directeur-gérant, Danny Dupont, pourra obtenir en retour dans la transaction.

Éditrice :
Louise Ringuet
Directeur régional de l'information :
Olivier Theriault

Le SOIR

Adjointe à l'éditrice et directrice du développement des affaires : Nadine Perron
Directrice adjointe régionale de l'information : Johanne Fournier

Journalistes :
René Alary
Alexandre D'Astous
Véronique Bossé
Dominique Fortier

Annie Levasseur
Bruno St-Pierre
Jean-Philippe Thibault

Conseiller-ère en solutions médias : Alexandre Bédard Lamer,
Rémi Côté et Hélène Houde
Coordonnatrice à la maquette et web : Mélanie Dardaiche
Coordonnateur expérience client et projets spéciaux : Frands Mimeault
Graphistes : Aude Robert-Gingras, Benoit Guérrette
Développement web : Martin Ayotte Cummings

Publié par : Publications Le Soir Inc. ISSN : 2562-0126 (en ligne)



Canada Québec

Vous cherchez une façon de vous distinguer?

PENSEZ À NOS VERSIONS WEB ET PAPIER

Nos spécialistes en solutions
médias sauront vous guider grâce
à leur savoir-faire éprouvé.

On vous remarquera à tout coup!

581 805-9908 poste 3170

Le SOIR